

notes internationales

Le conflit Sino-indien

L'affaire cubaine a provoqué beaucoup plus d'émotion que le conflit sino-indien où, pourtant, l'on en est venu à l'emploi des armes. S'il est vrai que ni l'Inde ni la Chine ne peuvent précipiter le monde dans un holocauste atomique, il est non moins vrai que les deux pays en cause comptent plus d'un milliard d'êtres vivants, environ le tiers de l'humanité. Ce qui en souligne l'importance.

Le monde capitaliste a donné sa bénédiction et son appui matériel à l'Inde, tout en disant à Nehru : on vous l'avait bien dit. Le moins qu'on puisse dire du gouvernement soviétique est qu'il ne montre qu'avec beaucoup de réticence qu'il est au côté de la Chine ; il est plutôt désireux de faire la part égale aux deux adversaires et d'intervenir en médiateur.

Sur la question des territoires contestés, la Chine a des justifications sur lesquelles la presse bourgeoise, surtout en France, fait le silence. Signalons que l'Inde depuis des années est en difficulté avec un certain nombre de petits pays-frontières, tandis que la Chine a, pendant la même période, passé des accords avec ceux-ci. Mais la cause profonde du conflit dépasse de loin les contestations au sujet de la ligne Mac Mahon. Entre la Chine, Etat ouvrier, et l'Inde bourgeoise, il y avait, dans cette chaîne de l'Himalaya, une série de petits pays féodaux qui en raison de leurs structures sociales arriérées, arrêtaient le vent de la révolution aussi longtemps que rien ne bougeait au Tibet. Mais du jour où fut balayé le pouvoir féodal du Dalai Lama au Tibet, la poussée révolutionnaire s'est fait sentir dans ces petits pays et, au lieu de protéger le capitalisme indien, les sommets de l'Himalaya allaient être le point de départ d'une avalanche provoquant la radicalisation de la paysannerie indienne.

C'est ce que le capitalisme indien ne pouvait tolérer, et Nehru est son fidèle serviteur. Dans les toutes dernières semaines, c'est lui qui a donné l'ordre aux troupes indiennes de passer à l'attaque, sans succès comme on l'a vu. Il est difficile de prévoir quelle extension le conflit pourra prendre éventuellement sur le plan militaire. De toute façon, le devoir des marxistes révolutionnaires est clair : défendre l'Etat ouvrier chinois contre l'Inde capitaliste. Il faut stigmatiser et l'attitude équivoque du gouvernement soviétique et celle d'une partie du PC indien qui, entraînée par toute une idéologie mensongère, opportuniste, sur le « socialisme » de Nehru, coopère avec le capitalisme contre un Etat ouvrier.

Si l'on ne peut prévoir ce qui se passera sur le plan militaire, on peut par contre affirmer sans crainte de se tromper que l'on assiste à la fin de la période « gauche », « socialiste » de Nehru et du parti du Congrès. Déjà il y a quelques mois, lors des élections indiennes, les courants de droite avaient marqué des points. L'échec militaire est aujourd'hui payé par le renvoi du ministre de la défense, Krishna Menon, un des leaders de la gauche du Congrès. L'orientation à droite et pro-occidentale de l'Inde bourgeoise va s'accroître. Avis à ceux qui, sur la foi des propos de Krouchtchev et autres, voyaient en Nehru un « partisan de la paix », et avis aussi à ceux qui espéraient que l'Inde allait montrer une autre voie que la « voie chinoise » de la révolution permanente pour construire le socialisme.

Vatican II

Presse communiste mise à part, une étrange immunité protège le Concile réuni au Vatican depuis le 11 octobre.

L'anticléricalisme n'est plus de mode. Le sujet du catholicisme est abordé aujourd'hui par les « gens de gauche » avec onction et componction, non comme le problème d'une organisation réactionnaire au service des classes dominantes mais comme une dimension de la société (la dimension religieuse) où l'on retrouverait les différentes classes et leur reflet politique, de la droite intégriste-fasciste à la gauche progressiste (par exemple les curés qui firent du soutien au F. L. N.). Avec cette optique, chacun, croyant ou incroyant, aurait une partie à jouer, des réformes à proposer avec l'objectif d'arriver un jour à une Eglise évangélique sans classes ; en quelque sorte une religion de l'avenir socialiste. Il faut voir les observateurs laïques — pas toujours chrétiens — enregistrer, avec le soupçon d'humour qui plaît aux Français lecteurs du Canard Enchaîné mais dont les enfants sont baptisés, les victoires des évêques de gauche — et surtout les « nôtres », l'équipe tricolore — sur les retardataires de la curie romaine, et se féliciter de la présence des orthodoxes russes, arrivés au dernier moment avec l'accord

L'appareil autocratique du Vatican va sans doute s'assouplir. Non pas, comme le disent les vrais ou faux naïfs, pour faire de l'Eglise une société plus démocratique — il n'est pas question de retour aux sources et de rendre élective la hiérarchie — mais pour assurer, au contraire, une adaptation qui renforce ses moyens de domination.

L'intégrisme, vainqueur sous Pie XII, montrait sans fard le vrai visage de l'Eglise : un instrument intellectuel et moral des régimes d'exploitation et d'oppression. Jean XXIII, pape progressiste, comprend qu'il faut jeter du lest, et beaucoup, pour tenter, sinon de remonter le courant de déchristianisation, du moins d'arrêter la retraite.

Le Concile est un congrès comme un autre parce que l'Eglise est d'abord un parti, si c'est un parti d'un genre unique. Les cardinaux, évêques et autres délégués sont partagés en tendances. Un puissant « appareil » s'efforce de canaliser les travaux. Des « appareils fractionnels » s'opposent et tentent de gagner le « marais » des provinciaux d'Afrique et d'Asie, moins « dans le coup ». Comme dans tous les congrès d'organisations fortement « bureaucratisées », aucune des tendances extrêmes ne peut l'emporter sur les autres. Il y aura donc des compromis. Mais

finalement la ligne papale doit l'emporter, parce qu'elle correspond à l'intérêt des classes dominantes dont l'Eglise catholique est le principal instrument idéologique. Le fait que les Etats-Unis, citadelle de l'impérialisme et pays de réformés, se sont donnés, avec Kennedy, le premier président catholique de leur histoire, est un indice de ce cours unitaire religieux de la bourgeoisie mondiale.

La victoire d'un courant déterminé n'est d'ailleurs toujours dans l'Eglise que le choix d'une stratégie. Jamais l'adversaire interne n'est totalement écrasé. Là où l'autorité de l'Eglise ne peut être contestée légalement, comme au Canada ou en Espagne, l'Eglise continuera d'être intégriste, intolérante, pro-fasciste et policière (1). Les plus avancés des progressistes ne risquent pas davantage de devenir majoritaires, mais, dans des pays comme la France, ils auront carte blanche. Et l'on peut s'attendre à voir leurs offensives hardies en milieu intellectuel (ainsi de ceux qui ne craignent pas de s'attaquer à la « digestion » de la psychanalyse) et en milieu ouvrier.

A échéance, l'Eglise ne peut qu'être défaite ; l'esprit scientifique ne peut que l'emporter sur l'esprit de religion et de superstition. Mais dans le dur affrontement final entre impérialisme et prolétaires de tous pays, le front unifié des Eglises jouera son rôle ordinaire de division et de démoralisation. De ce point de vue, le Concile nous concerne et doit être rapproché d'assemblées comme celles de l'O. T. A. N. Prêtres comme militaires se proposent de combattre les travailleurs jusque sur leur propre terrain. Dans le même temps ces gens se proposent d'envoyer dans nos syndicats, les uns des espions préparant la répression, les autres des prêtres en col roulé, parlant de Dieu dans un argot appliqué et chargés de faire dévier la lutte de classe.

Le Concile comporte pour nous un autre enseignement : les oppresseurs impérialistes forment ou mettent au point des armes internationales. Les travailleurs du monde entier voient se dresser en face d'eux, après les internationales blanches militaires et politiques, l'internationale noire unifiée. N'est-il pas temps de songer à la nécessité de retrouver une rouge internationale ouvrière.

Michel DERVAL.

Yemen

Ce qui est arrivé il y a quelques années en Egypte et ensuite en Irak vient de se répéter au Yemen : une prise du pouvoir violente effectuée par des officiers de carrière ; le renversement de la monarchie et la proclamation d'une république qui a été rapidement reconnue par la République Arabe Unie, la Syrie et l'Union Soviétique.

Le Yemen est le pays le plus arriéré de l'Orient arabe et les conditions de vie de son peuple sous le joug de l'Iman avaient atteint un tel degré de dégradation que le peuple aspirait depuis des années à un changement et celui-ci, quel qu'il ait été, aurait été considéré par lui comme une amélioration. En fait il y eut deux tentatives d'effectuer un tel changement depuis 1948 mais ces tentatives furent écrasées et la monarchie absolue restaurée.

Jusqu'à ces temps derniers, le Yemen était complètement isolé du monde entier. Les Imans, craignant toute leur provenance du monde extérieur, avaient maintenu fermées toutes les fenêtres du pays. Mais il y a quelques années, pour un certain nombre de motifs politiques et stratégiques, ils furent contraints d'accepter une aide de la République Arabe Unie et de l'Union Soviétique et de nombreux officiers de l'armée yemenite furent entraînés en Egypte. La petite armée yemenite de 5.000 hommes et officiers fut réorganisée sur une base moderne et équipée d'armes modernes, provenant en majeure partie d'Union Soviétique.

Les personnalités et les caractéristiques politiques et sociales inter-arabes, de ce nouveau tour des événements au Yemen peuvent se révéler d'une grande importance. Le vent de changement affectera très vraisemblablement les voisins du Yemen parmi lesquels l'Arabie Séoudite est le plus vulnérable, et changera ainsi le rapport des forces à l'intérieur du monde arabe entre le mouvement national nassérien pour l'unité arabe et le front formé récemment contre lui par les dirigeants actuels de Syrie et d'Irak et les agents impérialistes discrédités que sont Hussein de Jordanie et Séoud. Le premier symptôme de cette tendance, qui est notable, est la reconnaissance rapide du régime yemenite de la part de la Syrie. Apparemment, le roi Séoud comprend le danger et se prépare à le conjurer en tuant l'ennemi dans le germe.

En même temps, les informations du Caire indiquent que la République Arabe Unie a effectué des déplacements de troupes terrestres, maritimes et aériennes dans la Mer Rouge, dans l'attente de tout appel à l'aide du gouvernement du Yemen. Des rapports en provenance d'Arabie séoudite mentionnent des mouvements de troupes séoudites le long de la frontière yemenite. La presse syrienne parle de l'inévitabilité de la guerre civile au Yemen, avec l'Arabie séoudite intervenant en faveur de l'Iman et la République Arabe Unie donnant son appui armé au nouveau régime. Dans une telle situation, il n'est pas improbable que les forces britanniques à Aden seront engagées dans une tentative de restauration des Imans.

Mais une telle guerre civile, avec une telle intervention, enflammerait l'ensemble du monde arabe, impliquerait tous les Etats arabes et pourrait être transformée dans une seule grande guerre civile dans tout l'Orient arabe. Le manque de toute autre force politique capable de transformer cette guerre civile en une véritable révolution socialiste prolétarienne, rallierait sans doute le gros des masses arabes autour de la bannière de Nasser et de ses slogans d'unité arabe et de « socialisme arabe ».

Néanmoins, les dirigeants réactionnaires arabes comprennent la situation, prévoient ses perspectives et, craignant un tel développement des événements, ils peuvent hésiter à démarrer une telle guerre. De toute manière, ils sont perdus dans les deux cas.

10 octobre 1962.

Une pauvre assemblée des métallos parisiens

Mercredi 17 octobre, réunion des militants de la Métallurgie parisienne C.G.T., au 94, rue J.-P. Timbaud. Y étaient conviés tous les délégués du personnel, des comités d'entreprise et, d'une façon plus générale, tous les militants des quatre grandes fédérations de la Métallurgie (Aviation, Automobile, Electricité et Mécanique).

Les quelque 500 militants emplissant la salle étaient loin de faire le compte, surtout si l'on considère que, la réunion étant convoquée en fin d'après-midi, le temps passé y était indemnisé à tous les militants ne disposant pas d'heure de délégation.

L'ordre du jour n'étant pas précisé, on aurait pu penser qu'il s'agissait d'une relance de la campagne revendicative. Pas du tout !

L'objet essentiel, pour ne pas dire l'unique préoccupation, était d'impulser la campagne du « non » engagée avec retard selon le bureau confédéral, et jugée trop « molle ».

Ce n'est pas la pauvreté de l'exposé qui suivit qui contribua à « donner du nerf », ou un contenu de classe à cette campagne...

On entendit un fastidieux rappel des arguments les plus droitières et les plus opportunistes. Ainsi le vote de la motion de censure par les 230 parlementaires « prouve que face à la menace fasciste s'est dressé un large éventail allant des républicains aux hommes de droite ». Et de s'en féliciter et, pire, conclure que c'est la première fois depuis 1958 « qu'existent de réelles possibilités de porter des coups importants au pouvoir ».

Quant aux méchantes langues qui pourraient insinuer que la C.G.T. aligne son programme sur celui du P.C., ils en seront pour leurs frais : car la C.G.T., elle, préconise « la renaissance et le renouvellement de la démocratie ». Oh ! richesse de la langue française...

Cependant, quelques voix discordantes ont bien dû s'élever ça et là dans les entreprises pour que l'orateur juge bon de réfuter l'argumentation des ouvriers gênés par le « non » des réactionnaires genre P. Reynaud : « Ce n'est pas l'essentiel, camarades. Du reste, si ces hommes ont changé, c'est parce qu'une fraction de la bourgeoisie non monopoliste s'oppose à de Gaulle ! »

Si l'on croit mobiliser ainsi les ouvriers, on se trompe ! Et on comprend mieux, après cette offligeante assemblée, qu'une motion, fût-elle votée à l'unanimité, ne tient pas lieu de perspectives, et qu'une orientation de classe reste encore à trouver. Cela est beaucoup plus important que toutes les considérations tactiques qui passent par dessus la tête des ouvriers, si elles ne les démobilisent pas, hélas !

A PARAÎTRE

« IV^e INTERNATIONALE »

revue du Comité Exécutif

au sommaire du prochain numéro :

- * la situation en Amérique latine
- * les problèmes agraires en Union Soviétique
- * le Festival d'Helsinki
- * les trotskystes à Vorkonta

2^e EDITION

LE PROGRAMME DE TRIPOLI

adopté par le C.N.R.A.

du Front de Libération Nationale

avec

IMPRESSIONS ET PROBLEMES

DE LA REVOLUTION ALGERIENNE

de Michel PABLO

Commandes au journal : 3 NF